

Unité inter-Départementale 19, 23, 87
Site de Guéret
17 Place Bonnyaud
23 000 Guéret

Guéret, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

GAUDON & Fils SARL

5 Place du Foirail
23220 Bonnat

Références : UiD232025-042
Code AIOT : 0003100562

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement GAUDON & Fils SARL implanté 5 Place du Foirail - 23 220 Bonnat. L'inspection a été annoncée le 14/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAUDON & Fils SARL
- 5 Place du Foirail 23220 Bonnat
- Code AIOT : 0003100562
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose de différents actes administratifs, le plus récent étant un récépissé de déclaration du 13 mars 2017 visant les rubriques 4734 et 1434. Une déclaration d'existence pour la rubrique 2714 (régime de la déclaration) a été établie par l'exploitant le 11 avril 2011.

Ont servi de référentiels réglementaires pour l'inspection du 20 mai 2025, les textes suivants :

- récépissé de déclaration du 13 mars 2017,
- déclaration d'existence du 11 avril 2011,
- nomenclature des installations classées (colonne "A" de l'annexe à l'article R.511-9 du Code de l'environnement),
- arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 4734,
- Code de l'environnement,
- règlement européen REACH.

Thèmes de l'inspection :

- situation administrative,
- contrôle périodique,
- propreté,
- plan de défense l'incendie,
- rétentions,
- inspection généraliste produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Récépissé de déclaration du 13/03/2017, article /	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois (projet) 3 mois (déclaration initiale et notification de cessation d'activité)
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Plan de défense incendie (rubrique 4734)	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I - point 4.3.6. A	Demande d'action corrective	Selon les délais en lien avec le contrôle périodique
6	Rétentions (rubrique 4734)	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I - point 2.7.2.A.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I - point 3.4.	Sans objet
5	Produits chimiques (accès aux fiches de données de	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité)		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des démarches administratives de régularisation et des actions correctives sont attendues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Récépissé de déclaration du 13/03/2017, article /
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : [...] ces installations sont désormais classées sous les rubriques n°4734-2c et 1434-1b dans le régime de la déclaration avec contrôle périodique.
Constats : Concernant les actes administratifs, le site dispose des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • certificat de déclaration du 26 mai 1967 pour l'installation d'un réservoir aérien d'une capacité de 20 m³ destiné à contenir du FOD, • certificat de déclaration du 12 décembre 1973 portant de 20 m³ à 40 m³ la capacité du dépôt de FOD (1 réservoir aérien de 20 m³ objet du certificat de déclaration de 1967, 1 réservoir de 20 m³ à installer, 1 distributeur fixe), • récépissé de changement d'exploitant du 25 mai 2004 actualisant les rubriques (1430, 1432.2b, 1434.1b), • récépissé de déclaration du 24 mai 2005 visant les rubriques 1430, 1432 2b et 1434 1b, pour la création d'un stockage de 120 m³ (fioul domestique et gasoil) et une installation de distribution de 106 m³/h (mais débit équivalent réel de 12,6 m³/h), • récépissé de déclaration du bénéfice des droits acquis du 13 mars 2017 visant les rubriques 4734-2c (101,4 t avec 1 cuve de 42,250 t de FOD, 1 cuve de GNR de 42,250 t et 1 cuve de gasoil de 16,9 t) et 1434-1b (60 m³/h les 3 pompes ne pouvant fonctionner en simultané : 1 pompe de 60 m³/h pour le FOD, 1 pompe de 40 m³/h pour le GNR et 1 pompe de 20 m³/h pour le gasoil). Le dossier précise que la station-service (rubrique 1435) est non classée (volume distribué : 120 m³ de gasoil). <p>Enfin, suite à la parution du décret n°2010-369 du 13 avril 2010, l'exploitant a fourni, le 11 avril 2011, une déclaration d'existence au titre de la rubrique 2714, pour un volume de 120 m³ (régime de la déclaration). Un courrier préfectoral actant ce bénéfice des droits acquis a été transmis à l'exploitant le 8 février 2012.</p> <p>Lors des échanges du 20 mai 2025, l'exploitant a précisé notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'évolution pour les installations relevant des rubriques 4734 et 1434 visées dans le récépissé de déclaration du 13 mars 2017, • concernant la station-service, utilisée en propre à 90 % (le pourcentage restant correspondant à des ventes), les volumes distribués en 2023 et 2024 ont été respectivement de 681 m³ et 661 m³, ce qui correspond au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1435. L'exploitant a précisé que ce volume aurait tendance à décroître pour

l'année 2025 en raison d'une diminution de la flotte routière de l'entreprise de transport (hors ICPE). Par ailleurs, l'exploitant envisage, à échéance fin 2025/début 2026, de remplacer la majorité du gasoil utilisé par un carburant alternatif moins polluant (cf. annexe confidentielle). Néanmoins, la délivrance par la station-service de ce carburant alternatif est bien à prendre en compte au titre de la rubrique 1435. Aussi, **l'exploitant est invité à procéder de manière dématérialisée, dans un délai de 3 mois, à la déclaration initiale de la station-service en tenant compte des volumes délivrés en GNR, GO et carburant alternatif, dès lors que la quantité totale annuelle délivrée de carburants est envisagée supérieure à 500 m³ (et, pour mémoire, inférieure à 20 000 m³). Il devra, à ce titre et le cas échéant, organiser le contrôle périodique associé dans un délai de 6 mois faisant suite à cette déclaration.**

- concernant la rubrique 2714, les activités (collecte de plastiques issus de l'agriculture notamment) ne sont plus exercées. **L'exploitant est invité à notifier la cessation de cette activité, dans un délai de 3 mois et de manière dématérialisée. Pour cela, l'exploitant doit faire application des dispositions de l'article R.512-66-1 (points I. à V.). Concernant le 2^{ème} alinéa du point III. de l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement précité, il est ici précisé que les activités et installations sont mentionnées dans la liste de l'article R.512-66-3 du même Code. Aussi, il conviendra de joindre l'attestation (« ATTES-SECUR ») à l'information prévue au 1^{er} alinéa du point III. de l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement précité.**
- des cartons et livres sont stockés dans deux bâtiments pour le compte de la société Dilisco. Le premier bâtiment de 600 m² sera vidé par cette société au plus tard fin juin 2025. Le second bâtiment (d'environ 2400 m² et relié à un bâtiment similaire par un quai de chargement, les ouvertures de ces bâtiments donnant accès au quai étant dépourvues de porte), dont le volume maximal de stockage avoisine les 5 100 m³ (volume stocké de 4 200 m³ le jour de la visite), le sera également au plus tard le 31 décembre 2025, voire rapidement dans le cas où l'exploitant entérinerait un nouveau contrat (cf. annexe confidentielle). Au regard du volume de stockage, l'activité relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 et aurait dû par conséquent faire l'objet d'une déclaration initiale. Dans ce contexte, **l'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 1 mois, l'avancement des réflexions concernant l'évolution des produits stockés dans ces bâtiments (teneur et échéance).** Enfin, comme expliqué lors de l'inspection, il conviendra d'examiner le projet de remplacement de cette activité de stockage au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées et de procéder, le cas échéant et en amont, aux démarches nécessaires. Pour rappel, lorsque des installations et/ou activités relèvent d'un régime de classement au titre d'une rubrique de la nomenclature, des dispositions réglementaires sont applicables, au travers notamment d'arrêtés ministériels de prescriptions générales.
- de la laine de roche et de la laine de verre, (produits incombustibles) sont stockées pour le compte d'Eurocoustic principalement dans deux bâtiments (de 500 m² et 2400 m² environ) et, de manière bien moindre, en extérieur). Une fois vidé, le bâtiment de 600 m² cité au point précédent, devrait également accueillir ce type de matériau.

Lors de la visite du site, dans un hangar ouvert utilisé par l'exploitant, l'entreprise de transport et le magasin (ERP) (entités présentes dans la même propriété), il a été constaté la présence de 600 kg d'ammonitrate (33,5%). Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué qu'au maximum, il était stocké 30 tonnes. Au regard de ce volume, le stockage n'est pas classé au titre de la rubrique 4702.II de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois (projet), 3 mois (déclaration initiale et notification de cessation d'activité)

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R.511-9.
Constats : Les installations relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 4734 et 1434, visées notamment dans le dernier récépissé de déclaration de la société Gaudon et Fils, sont soumises à l'obligation de contrôle périodique. Un justificatif de réalisation de ce contrôle périodique a été présenté à l'Inspection : le contrôle a été mené le 19 mai 2025 par la SARL ICC. Le rapport correspondant est attendu pour mi-juin 2025 au plus tard. Lors des échanges, l'exploitant a précisé avoir déjà engagé des démarches pour certaines non-conformités relevées (demande de prix auprès de fournisseurs pour une citerne souple, demande de devis pour un déshuileur...). L'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection dans un délai de 2 mois, le rapport de contrôle périodique, puis une copie de l'écrit adressé à l'organisme de contrôle présentant l'échéancier des actions correctives envisagées concernant les non-conformités majeures (article R.512-59-1 - 1^{er} alinéa du Code de l'environnement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan de défense incendie (rubrique 4734)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I - point 4.3.6. A
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables de ses installations (feu de réservoirs, feu de rétention, feu d'une cellule).
Constats : Il est rappelé que le contenu du plan de défense incendie est fixé au point 4.3.6. A de l'annexe I précité. Lors des échanges relatifs au contrôle périodique (cf. point de contrôle N°2), l'exploitant a indiqué

<p>que l'absence de plan de défense incendie a été relevée par l'organisme de contrôle. Défini comme une non-conformité majeure, ce manquement devra être intégré dans l'écrit fournissant à l'organisme de contrôle l'échéancier des actions correctives à mener (cf. point de contrôle N°2).</p> <p>En application du point 4.3.6.B. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 4734, l'exploitant transmettra, dès sa finalisation, une copie de ce plan de défense incendie aux services d'incendie et de secours ainsi qu'à l'Inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Selon les délais en lien avec le contrôle périodique

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I - point 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du site est maintenu propre[...]. Le fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, la zone accueillant les installations de stockage de carburants, dont sa rétention, et les installations de dépotage associées, était propre et dépourvue d'herbes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits chimiques (accès aux fiches de données de sécurité)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, accès FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle a été fait par sondage, sur l'additif pour les carburants, disposé à proximité de la rétention du stockage de carburants (cf. point de contrôle N°6).</p> <p>La fiche de donnée de sécurité relative à cet additif était présente le jour de l'inspection dans une pochette plastifiée collée sur le GRV. Le document était en bon état et lisible.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétentions (rubrique 4734)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I - point 2.7.2.A.

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Constats :

L'additif pour les carburants, stocké dans un GRV de 1000 litres à proximité du réservoir contenant les carburants, n'est pas sur rétention. La fiche de données de sécurité indique, dans la liste des mentions de dangers, la mention H411 (toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme). Aussi, **l'exploitant est invité à préciser à l'Inspection, dans un délai de 1 mois, les mesures correctives prises ou envisagées, accompagnées dans ce cas d'un échéancier.** Pour rappel, ce dispositif de rétention devra répondre aux dispositions réglementaires fixées dans l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 4734, dès lors qu'elles lui sont applicables (annexe I - point 2.7.2., en particulier pour ce qui concerne les dimensions, le caractère étanche, l'enlèvement des eaux pluviales, rétention différente de celle affectée au stockage de carburants).

Concernant la rétention du réservoir de carburants, il a été constaté, sur la paroi Nord de la rétention, la présence d'environ 7 trous (environ 5 cm x 5 cm) sur la face extérieure de certains parpaings constituant la cuvette. **L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection dans un délai de mois, les mesures prises (illustrées par une photo par exemple) ou envisagées (accompagnées dans ce cas d'un échéancier) pour réparer la rétention.** Par ailleurs, il conviendra de s'assurer du maintien dans le temps du caractère étanche de ces zones réparées.

Enfin, il a été constaté dans le hangar ouvert utilisé par les diverses entités (exploitant ICPE, entreprise de transport et ERP), la présence de produits liquides en fûts/bidons, habituellement stockés dans le bâtiment de l'entreprise de transport et utilisés par celle-ci (liquide de refroidissement...). Ce point est hors champ ICPE, mais de manière générale, il convient de rappeler que les fiches de données de sécurité permettent de disposer des informations permettant un stockage adéquat vis-à-vis de la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois